

Londres veut garantir les droits de ses citoyens en Europe

JOHANN HARSCOËT
À LONDRES

Alors que Downing Street est en état de veille estivale et que rien n'indique que Theresa May parviendra à passer l'automne, les négociateurs britanniques se préparent au prochain round de négociations sur le Brexit, prévu fin août à Bruxelles.

Il est toujours difficile de différencier les positions franches, les manœuvres dilatoires et les manipulations. Le ministre du Brexit David Davis a adressé une lettre à une commission de juristes de la Chambre haute du Parlement dans laquelle il s'inquiète de l'absence de garanties données par l'Union européenne sur l'avenir des citoyens britanniques en Europe. *«(L'UE) n'offre des garanties que sur les droits de résidence dans les pays membres où un Britannique vivait déjà au moment du Brexit. Mais cela ne lui garantira pas de pouvoir circuler librement à l'intérieur de l'Union européenne, par exemple pour aller travailler ou étudier dans un pays voisin.»*

Un porte-parole de la Commission européenne a répondu que les questions sur *«l'accord financier et l'incertitude sur l'avenir des ci-*

toyens britanniques et européens» devront être traitées lors des prochaines négociations, sur des *«principes de continuité, de réciprocité et de non-discrimination»*, et que cela ne changeait rien au principe de la libre circulation pour les Britanniques déjà présents sur le continent.

Exportations en berne

Cette lettre de David Davis pourrait n'être qu'une réponse déguisée au camp européen, qui avait estimé le mois dernier que les propositions britanniques sur les citoyens européens au Royaume-Uni, avec notamment une période minimum de cinq ans de présence pour obtenir des droits pleins, étaient insuffisantes. Le négociateur en chef Michel Barnier avait confirmé une *«divergence fondamentale»* sur cette question.

Le positionnement britannique sur le montant de la facture qu'il serait prêt à payer (40 milliards d'euros?) et sur la fin de la libre circulation à l'intérieur de son territoire reste très flou, avec beaucoup de contradictions et de désaccords au sein même du pouvoir.

En attendant, les derniers chiffres économiques ont confirmé que l'impact du Brexit commençait sérieusement à se faire sentir.

Les exportations du mois de juin ont chuté de 4,9% sur un mois, et ce malgré une livre sterling très basse. Face à l'euro (1,107), elle n'est plus très loin des niveaux de l'hiver 2009, qui avait été le plus glacial pour les économies occidentales depuis les années 1930.

L'inquiétude sur les conséquences réelles du Brexit monte au fil des mois. James Chapman, ancien chef du personnel de David Davis, qui a été au premier plan des négociations pendant près d'un an avant de quitter son poste, a estimé cette semaine que le Brexit risque de devenir *«la pire calamité pour notre pays depuis la Seconde Guerre mondiale»*. *«Il est temps que les parlementaires sensés de tous les partis admettent que le Brexit est une catastrophe, s'allient pour créer un nouveau parti si cela est nécessaire, et inversent le processus.»*

«Le Brexit est la pire calamité pour notre pays depuis la Seconde Guerre mondiale.»

JAMES CHAPMAN
ANCIEN CHEF DE CABINET
DE DAVID DAVIS,
MINISTRE EN CHARGE DU BREXIT